



IUSY WORLD CONGRESS

26-29
MARCH
2026

ISTANBUL
TURKIYE

1

2 ONLY ONE RESOLUTION PER SHEET! / SOLO UNA RESOLUCIÓN POR HOJA! / UNE SEULE RÉOLUTION PAR3 FEUILLE!

Title | Título | Titre:

***Pour la défense de la démocratie costaricienne à la fin du
gouvernement de Rodrigo Chaves***

**Organization | Organización /
Organisation:**

Juventud Liberacionista

Country | País | Pays:

Costa Rica

4 L'IUSY réaffirme son engagement en faveur de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit. Nous
5 soutenons que la liberté de la presse, la séparation des pouvoirs, la transparence publique et l'égalité
6 substantielle — y compris les droits sexuels et reproductifs — constituent des conditions minimales pour
7 toute société démocratique.

8
9 Durant la période présidentielle 2022–2026, le Costa Rica a traversé un climat de confrontation
10 institutionnelle et d'hostilité envers le journalisme critique, ce qui a contribué à l'érosion des standards
11 démocratiques.

12
13 Dans ce contexte, la Chambre constitutionnelle a suspendu à titre provisoire la mise aux enchères des
14 fréquences de radio et de télévision promue par le pouvoir exécutif, en alertant sur les risques d'une
15 réduction significative des services de radiodiffusion et sur d'éventuelles atteintes à la liberté d'expression
16 et d'information.

17
18 Par ailleurs, le Tribunal suprême des élections a demandé la levée de l'immunité présidentielle afin
19 d'enquêter sur une présumée ingérence électorale, en lien avec des déclarations et des actions associées
20 au processus électoral de cette année.

21
22 Nous sommes également préoccupé-e-s par les reculs en matière de droits des femmes. La norme
23 technique signée en 2019 établissait des lignes directrices pour l'interruption thérapeutique de la grossesse
24 lorsque la vie ou la santé de la femme était en danger.

25
26 En octobre 2025, le président Rodrigo Chaves a abrogé cette norme et l'a remplacée par une nouvelle,
27 annonçant une approche plus restrictive, ce qui a suscité une vive inquiétude quant aux possibles atteintes
28 à l'accès aux soins intégrés et à la santé des femmes et des personnes enceintes.

29
30 Ce débat s'inscrit dans le cadre des élections nationales de 2026, avec un premier tour prévu le 1er février
31 2026 et, si nécessaire, un second tour le 5 avril 2026.

32
33 Ainsi, au moment de ce congrès, le Costa Rica pourrait se trouver à quelques jours d'un second tour ou déjà
34 avec une présidence élue.

35
36 L'IUSY souligne que le pays a besoin d'un nouveau cycle politique capable de reconstruire la confiance
37 démocratique et de garantir les droits. Dans le même temps, nous avertissons qu'une éventuelle continuité



IUSY WORLD CONGRESS

26-29
MARCH
2026

ISTANBUL
TURKIYE

du pouvoir en place — portée par la candidature de Laura Fernández comme prolongement du mouvement dirigé par le président sortant — représenterait un risque réel d'aggraver les tensions et les pratiques qui ont affaibli l'écosystème démocratique et médiatique.

Pour ces raisons, l'IUSY lance un appel général et urgent afin que le prochain gouvernement du Costa Rica, indépendamment de la personne élue, s'engage à :

- Protéger la liberté de la presse et le pluralisme des médias, en s'abstenant de toute mesure réduisant la diversité médiatique ou favorisant la concentration, et en garantissant l'accès à l'information publique ainsi que des conditions sûres pour l'exercice du journalisme.
- Respecter les contre-pouvoirs institutionnels et l'intégrité électorale, en assurant la neutralité, la reddition de comptes et le respect strict des règles démocratiques ainsi que de l'arbitrage du Tribunal suprême des élections.
- Garantir les droits des femmes et la santé intégrale, en évitant tout recul des standards et des protocoles de prise en charge, et en veillant à ce que les politiques publiques et les normes respectent les droits humains et garantissent un accès non discriminatoire aux services de santé.

L'IUSY affirme que ce qui est en jeu au Costa Rica ne relève pas uniquement d'un débat politique interne, mais de la défense de principes démocratiques qui doivent être protégés dans tout pays : les libertés publiques, des institutions fortes et les droits humains pour toutes et tous.

NOTE: Please number each line!